

ORDRE NATIONAL DES PHARMACIENS
CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Séance et lecture du 16 mars 2009

Caisse primaire d'assurance maladie de ...

contre

M. A

Décision n° 969-D

La section des assurances sociales,

Vu, enregistrée le 26 février 2007, la plainte déposée par le médecin chef de l'échelon local du service médical de ... contre M. A, pharmacien, exerçant à l'époque des faits à la pharmacie A, pour avoir en avril 2006 à l'occasion de l'exécution de prescriptions, qui ne donnaient pas lieu à remboursement de l'assurance maladie, concernant quatorze assurés sociaux ou ayants droit, fabriqué et délivré des préparations magistrales contenant des extraits de glande thyroïde, dans des conditions illégales et dangereuses et dans le cadre d'une entente avec un médecin ; que les patientes en cause ont rapporté des ordonnances du médecin prescripteur qui ont montré que ce dernier prescrivait de façon systématique et stéréotypée, d'une part, des spécialités pour la plupart remboursables et, d'autre part, sur une prescription séparée, des préparations sous forme de gélules, sur laquelle il apposait un tampon "ordonnance non remboursée par la sécurité sociale et non renouvelable" ; qu'il est reproché à M. A :

- un non respect du code de déontologie pharmaceutique, notamment des dispositions de l'article R 4235-27 du code de la santé publique qui interdit tout compérage entre médecins et pharmaciens ; qu'en effet l'ordonnance relative à la préparation magistrale était non datée, ne comportait pas l'identification de la patiente et était totalement illisible ce qui ne permettait pas au patient de connaître la composition des gélules ; que le médecin avait inscrit à la main, sur les trois feuilles de régime communiquées, l'adresse de la pharmacie A ; que seule la pharmacie A était en mesure de déchiffrer et de délivrer les ordonnances en cause ;
- des délivrances de traitements faisant courir un risque injustifié aux patients ; que les préparations contenaient des substances détournées de leurs indications médicales et utilisées à des fins amincissantes ou pour atténuer les effets secondaires d'autres substances ; que plusieurs de ces substances ne sont pas dénuées de contre-indications ou d'effets secondaires (association de poudre de thyroïde et de lévothyrox, de metformine, de sibutramine, spécialité à prescription restreinte, d'aminophylline et de diazépam) ;
- un non respect de la "loi Talon" du 7 juillet 1980 qui prohibe l'incorporation dans une même préparation des substances vénéneuses appartenant à des groupes différents (diurétiques, psychotropes, anorexigènes et hormones thyroïdiennes) ; que ce non respect concerne 6 cas sur les 14 en cause ;

- un non respect des règles de délivrance des médicaments, la date d'exécution de l'ordonnance et le cachet de la pharmacie n'étant pas mentionnés ;

Vu enregistrés les 19 mars 2007 et 25 février 2009, les mémoires en défense présentés pour M. A par Me BEMBARON, qui rappelle que M. A fait l'objet d'une instance pénale toujours en cours, qu'il a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire ; que l'intégralité des documents produits ont été saisis et qu'il n'est pas en mesure s'assurer utilement sa défense ; qu'il convient de surseoir à statuer sur cette affaire alors que M. A n'est plus autorisé à exercer sa profession, qu'il a cédé son officine le 2 avril 2007, a fait procéder à sa radiation au tableau de l'Ordre et a pris sa retraite ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles R. 4235-1 et suivants constituant le Code de déontologie des pharmaciens ;

Après avoir entendu, à l'audience publique du 16 mars 2009, à laquelle les parties avaient été dûment convoquées :

- le rapport de Mme R ;

- les observations de M. H, médecin-conseil, pour le médecin chef de l'échelon local du service médical de ... qui rappelle le contexte de cette affaire où 172 personnes ont été concernées, 18 patientes hospitalisées dont 7 en réanimation et un décès, et qui pose un problème de santé publique ; qui insiste sur le compérage avec la rédaction d'ordonnances illisibles et le nom de la pharmacie porté sur les feuilles de régime et sur les associations médicamenteuses dangereuses ;

- les observations de Me Bembaron, pour M. A qui ne souhaite pas aborder le fond et précise que seulement 15 personnes ont été intoxiquées ; qu'il y a eu une erreur de substance dans la composition des gélules et que le respect de la "loi Talon" n'est pas en cause ; que M. A demeure mis en examen et sous un contrôle judiciaire strict ; que le pharmacien n'a pas accès au dossier pénal et qu'il n'y a pas d'urgence à statuer sur cette affaire ;

Après en avoir délibéré :

Considérant que les faits relevés à l'égard de M. A par le médecin chef de l'échelon local du service médical de ... sont établis par les pièces du dossier et ne sont pas sérieusement contestés par M. A ; que les faits, tels que mentionnés ci-dessus, démontrent, en raison de l'établissement d'ordonnances illisibles que seul M. A pouvait délivrer et de la mention du nom de la pharmacie du requérant sur des fiches remises aux patients par le médecin prescripteur qu'il y a eu compérage entre ce dernier et M. A que l'analyse des gélules préparées dans la pharmacie de M. A a montré l'existence d'associations médicamenteuses dangereuses ; que M. A reconnaît à l'audience que des erreurs ont été commises dans les préparations de ces gélules ce qui a conduit à multiplier par sept cent fois leur principe actif ; que la circonstance, ainsi qu'il a été précisé à l'audience, que les patients survivants qui avaient été placés en réanimation aillent bien n'est pas de nature à écarter la

responsabilité de M. A ; que de tels faits sont constitutifs d'infractions ou manquements aux articles R 4235-27, R 4235-2, -3, -9, -10, -12, -48, -61, et - 64 du code de la santé publique, à la loi du 7 juillet 1980, dite "loi Talon", et à son décret d'application (n°82-200 du 25 février 1982), à l'article R 5132-40 et annexe 51-1 et à l'article R 5132-13 du code de la santé publique ; qu'ils sont, par suite, constitutifs d'une faute au sens de l'article R. 145-1 du code de la sécurité sociale dont il sera fait une juste appréciation en infligeant à M. A la sanction de l'interdiction définitive du droit de délivrer des prestations aux assurés sociaux ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La sanction de l'interdiction définitive de délivrer des prestations aux assurés sociaux est prononcée à l'encontre de M. A.

Article 2 : La présente décision sera notifiée conformément aux dispositions de l'article R. 145-24 du code de la sécurité sociale.

Délibéré, dans la séance du 16 mars 2009, où siégeaient, sous la présidence de Mme MONTAGNIER, premier conseiller au Tribunal administratif de Paris :

M. Dominique LIVET et M. Jean-Jacques VIDAL, représentant le Conseil régional de l'Ordre,

Mme Odette BASTOS, pharmacien-conseil et Mme Catherine ARNOULT, administrateur, représentant les organismes d'assurance maladie.

Décision rendue par lecture de son dispositif le 16 mars 2009 et affichage dans les locaux du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens d'Ile-de-France le 14 avril 2009.

**Le président de la Section
des assurances sociales**

**La secrétaire de la section
des assurances sociales**

Signé
Martine MONTAGNIER

signé
Mme Eliane MASSON